

Communiqué commun M'PEP et Gauche d'Opposition

mercredi, 23 juillet 2014 / webmaster

COMMUNIQUE COMMUN M'PEP ET GAUCHE D'OPPOSITION

Texte signé par Gauche d'opposition et le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP).

Le 23 juillet 2014.

Des délégations du Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP) et la Gauche d'Opposition (GO), courant d'idées au sein du Front de Gauche (FdG) se sont rencontrées le 14 juin 2014 à Paris pour analyser leurs positions politiques respectives et identifier les points de convergence et de divergence des deux organisations, afin d'envisager d'éventuelles formes d'actions communes. Au préalable, chaque organisation s'est présentée et a fait part de ses objectifs et priorités politiques.

- La Gauche d'Opposition (GO) (www.gaucheopposition.fr) se présente comme un laboratoire d'idées (« think tank ») au sein du Front de Gauche. Considérant que les institutions européennes en l'état sont des freins à l'application du programme « *L'Humain d'abord* » et que « *L'Europe sociale* » tant promise sur les bases de la construction actuelle n'est qu'une chimère, GO entend faire avancer le FdG sur la question de la souveraineté nationale, condition sine qua non à la naissance d'une souveraineté populaire.
- Le M'PEP (www.m-pep.org) a tenu son congrès fondateur en mai 2008. Le referendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen (TCE) et ses suites constituent pour le M'PEP l'évènement socle qui pose les questions essentielles sur la « *construction* » européenne, la démocratie et l'instauration d'un nouvel ordre économique néolibéral à l'échelle mondiale, mais aussi sur la déliquescence de la gauche. Son objectif est de contribuer à construire un socialisme du XXIème siècle. A ce titre, ses priorités politiques sont la sortie de l'euro et de l'Union européenne (UE), condition décisive pour résoudre la crise, notamment le chômage, la souveraineté populaire qui est au centre du débat politique et la démystification de la mondialisation. La Charte de La Havane de 1948 est le texte référent avancé par le M'PEP comme appui à une alternative au système de libre échange du commerce international. La stratégie politique adoptée par le M'PEP, conformément aux décisions prises à son dernier congrès de janvier 2013 est définie selon deux axes : (i) la participation à la création d'une grande force politique de gauche, (ii) l'alliance politique pour porter l'exigence de la souveraineté nationale inspirée par le programme du Conseil national de la résistance (CNR). Malgré plusieurs demandes pour intégrer le Front de Gauche (FdG), sur la base du respect et la reconnaissance du pluralisme et de la diversité politiques, le M'PEP n'a pas été accepté au motif que ses positions sur l'Union européenne étaient incompatibles avec le programme du Front de Gauche. Pour le M'PEP, le programme du Front de Gauche, « *L'Humain d'abord* », n'est pas applicable dans le cadre des institutions européennes.

A l'issue de cet échange d'informations, les deux organisations expriment un accord pour porter la même analyse politique sur les résultats des deux dernières élections municipales (mars 2014) et européennes (mai 2014). Les résultats obtenus aux élections européennes placent le Front de gauche dans une situation tragique. Les ambiguïtés du Front de Gauche sur l'Union européenne, l'absence de réponse claire sur la souveraineté nationale expliquent très largement le faible score du Front de Gauche à ces élections, notamment par rapport au vote exprimé en faveur du Front national (FN). Ceci confirme la nécessité d'engager un large débat politique avec l'ensemble des forces progressistes afin de créer un rapport de forces en faveur des classes populaires. Sur cette base, le M'PEP et GO ont souhaité identifier les points de divergence et de convergence entre les deux organisations.

Un premier point de divergence est apparu à propos des élections européennes. Malgré toutes les critiques adressées au Front de gauche pour son programme « *Rompre et refonder l'Europe* », GO a appelé les électeurs à voter pour les candidats du Front de gauche, considérant que *les élections européennes doivent être les élections du courage politique et de l'émancipation populaire*. De son côté, le M'PEP considère que le système même de l'Union européenne a été conçu pour annihiler les souverainetés nationales afin de ne permettre qu'une seule politique, celle favorable aux intérêts des classes possédantes. Dès lors, l'élection du Parlement européen ne peut être qu'une mascarade destinée à faire croire que l'Union européenne est démocratique. C'est pour cette raison que le M'PEP a appelé à boycotter les élections du Parlement européen, en participant activement à une campagne de boycott lancée par un Comité national de résistance républicaine à l'Union européenne (CNR-RUE). La question de la sortie ou non de l'Union européenne constitue un second point de divergence. En effet, GO s'accorde avec le Front de gauche sur le concept de « *désobéissance à l'Union européenne* », estimant qu'une fois sortie de la monnaie unique, si la désobéissance est une rupture clairement assumée (avec fin

d'application des traités et désobéissance aux institutions), la question de la sortie formelle n'est plus qu'un détail technique. De son côté le M'PEP affirme l'impossibilité et l'inopportunité de changer l'Union européenne de l'intérieur et à ce titre préconise la sortie unilatérale de l'Union européenne comme le permet le traité de Lisbonne. Un dernier point de divergence tient au fait que GO assimile toujours le Parti socialiste (PS) à la gauche, alors que le M'PEP considère à présent le PS comme un adversaire politique et un parti n'incarnant plus une politique de « *gauche* », comprise comme favorable aux classes populaires.

Trois points de convergence majeurs existent entre le M'PEP et GO. La question du protectionnisme est un aspect majeur notamment par rapport aux enjeux économiques, sociaux, sanitaires et écologiques. C'est une question fondamentale qui s'inscrit dans un processus de démondialisation afin de remplacer la concurrence par la coopération entre les pays. GO revendique la mise en place d'un protectionnisme de gauche. De son côté, le M'PEP situe la mise en œuvre de mesures protectionnistes unilatérales en s'inspirant de la Charte de La Havane rénovée, signée par 52 Etats en 1948 et qui devait constituer la base pour la création d'une Organisation internationale du commerce (OIC). Le second point de convergence est la nécessité pour la France de sortir de la zone euro et de s'orienter le cas échéant vers un projet de monnaie commune entre les Etats européens. Le troisième point de convergence est celui de la souveraineté nationale. Le M'PEP et GO expriment l'un et l'autre toute l'importance de la nation, seul cadre actuel d'expression de la souveraineté populaire et donc d'expression de la démocratie, seul niveau susceptible de changer les choix européens. Rompre avec le tabou de la nation est pour GO et le M'PEP le moyen de contrecarrer le discours politique du Front national (FN).

Le M'PEP et GO se félicitent de cette rencontre positive qui a permis de reconnaître plusieurs points de convergence fondamentaux dans le contexte politique actuel, notamment au niveau du clivage idéologique qui s'exprime autour de la question européenne. Les deux organisations souhaitent poursuivre ce dialogue constructif et envisagent différentes actions communes dans le respect du pluralisme et de la diversité politiques. Des initiatives seront prises de part et d'autre à cet effet.

Rencontre M'PEP et GO :

Pour le M'PEP : Anne Le Corre, Clément Martinelli, Michel Marchand

Pour GO : Laura Garnier, Kevin Victoire.